

Forum de l'action climatique

Le *Plan pour une économie verte 2030,* sa mise en œuvre et les pistes d'actions

Table ronde, 25 janvier 2021

Étienne Pomerleau-Landry Conseiller, COPTICOM





Introduction

- Ne pas tomber dans les comparaisons boiteuses entre le Québec et d'autres pays. Le Québec a ses forces, ses faiblesses et ses propres défis pour atteindre ses objectifs climatiques.
- Au Canada, le Québec se distingue de multiples façons:
 - **Production énergétique**, essentiellement hydroélectrique, propre, abondante et abordable, contrôlé par un monopole d'État (pas de production d'hydrocarbures)
 - Règlementation spécifique du secteur de l'énergie
 - Tarification du carbone (le marché du carbone) et son allocution des revenus du carbone (100% dans des mesures destinées aux citoyens/aux entreprises)
 - **Tissu industriel et manufacturier** dont les grands émetteurs à forte intensité d'émissions et exposés aux échanges commerciaux ne sont pas les mêmes qu'ailleurs
 - Grappes industrielles comme celle des transports électriques, celle des bâtiments intelligents, celle de l'intelligence artificielle
 - Organisation sociale (davantage orientée vers la concertation plus qu'ailleurs), adhésion/conscientisation de la population et mobilisation de la société civile
 - Aménagement du territoire, qui rend très dépendant au transport solo et qui explique en partie que les transports soit le secteur émetteur #1
- Portrait de l'action climatique du Québec:
 - Entre 1990 et 2012 (22 ans): réduction de 6% (fermeture d'usines émettrices et mise en place de programmes industriels d'efficacité énergétique)
 - Entre 2013 et 2018 (6 ans): aucun gain depuis la fin du Protocole de Kyoto, malgré les 4,8 G\$ du PACC 2013-2020 et le marché du carbone
 - En 2019: le Québec était le 25e émetteur mondial par habitant (9,5 t.). 2 fois + que la moyenne mondiale, + que 202 pays (dont la quasi-totalité des pays U.E), que les É-U ou le Canada (1er de classe en Amérique du Nord)
 - En résumé: entre 1990 et aujourd'hui, la baisse combinée des émissions de GES du secteur industriel et du secteur du bâtiment résidentiel, commercial et institutionnel a été presque complètement annulée par la hausse des émissions de GES du secteur des transports

Le PEV 2030 en bref

- Ambition climatique: entre 2019 et 2030, effort de 29 Mt pour atteindre la cible de 37,5% d'ici 2030 (5 à 6 fois + en 11 ans que les gains en 28 ans)
 - Rehaussement de la cible 2030 d'ici 2025 + Carboneutralité d'ici 2050
- Quels sont les moyens actuels de ses ambitions?
 - PMO 2021-2026 : 30 objectifs/51 mesures, cadre financier de 6,7 G\$

Secteurs	Impact estimé du 1 ^{er} PMO en 2030	Principaux objectifs
Transports	- 5,1 Mt	 1,5 million de véhicules électriques en circulation d'ici 2030 (aucune vente de véhicules à essence neufs à partir de 2035) 55 % des autobus urbains et 65 % des autobus scolaires électrifiés en 2030 100 % des automobiles, VUS, fourgonnettes et minifourgonnettes et 25 % des camionnettes du gouvernement électrifiés en 2030 15 % d'éthanol dans l'essence et 10 % de biodiesel en 2030
Industries	- 5,0 Mt	 10 % de GNR dans le réseau en 2030 100 % des grands émetteurs industriels ont réalisé une étude de potentiel technico-économique de leurs réductions de GES, d'ici 2025
Bâtiments	- 1,7 Mt	 50 % de réduction des émissions liées au chauffage des bâtiments en 2030 Dès 2021 pour les bâtiments neufs et 2023 pour les bâtiments existants, interdiction d'installer un système de chauffage au mazout 60 % de réduction des émissions du parc immobilier gouvernemental en 2030 50 % d'augmentation de la production de bioénergies d'ici 2030 70 % de l'approvisionnement énergétique des réseaux autonomes en énergies renouvelables d'ici 2025 100 % des gaz réfrigérants des climatiseurs et des réfrigérateurs récupérés, d'ici 2030
Autres secteurs non couverts par le SPEDE	- 0,5 Mt	
Total	12,4 Mt, y compris l'impact du marché du carbone	

Attention: entre le lancement du PACC 2013-2020 et le bilan de mi-parcours, l'impact estimé des mesures a fondu de 40% (de 6 Mt à 3,6 Mt). Espérons que l'impact réel des mesures s'approchera des modélisations cette fois-ci

Forces	Faiblesses
Un plan climatique qui est aussi un plan économique (MEI, IQ, HQ, CDPQ Infra), notamment pour la grappe du transport électrique	Contribution limitée des mesures: 12 des 29 Mt (17 Mt à identifier)
 Gouvernance plus agile que le PACC 2013-2020 Test de crédibilité: révision annuelle du PMO et reddition de compte 	 Peu de synergie entre tous les outils d'intervention de l'État: Beaucoup de subventions (près de 20% du budget pour Roulez vert) Peu de règlementation (ou qui prendront du temps à entrer en vigueur) Aucun recours à l'écofiscalité (l'éléphant dans la pièce)
Investissements annuels (2 fois plus élevés que le PACC 2013-2020) et 15,8 G\$ investis par le PQI 2020-2030 Objectif 2030 : rééquilibrer le TC et le routier	Peu de recours suffisant au financement mixte (effet de levier financier de l'État québécois et des municipalités pour surmonter les obstacles d'investissements des entreprises)
Cible d'électrification du parc automobile (assortie d'un renforcement de la norme zéro-émission et l'inclusion des véhicules moyens/lourds)	Peu de cibles pour le secteur industriel
Complémentarité accrue entre HQ et Énergir – Passer de la compétition à une synergie	Peu de mesures en aménagement du territoire (mais une vision nationale s'en vient sous peu)
Révision des règles d'allocation gratuites du marché du carbone (2024-2030)	Pas encore de stratégie de mobilisation ou de réforme des cursus d'éducation et de formation visant pour faire participer les Québécois à l'action climatique
Renforcement de l'accompagnement des émetteurs industriels	Transition juste : de la chair autour de l'os svp
Des cibles d' exemplarité de l'État (mais les marchés publics doivent devenir exemplaires)	Adaptation : réduction de la part des investissements et pas encore de cibles et d'objectifs

Opportunités

Menaces

Momentum politique favorable :

- Élection de Joe Biden avec un contrôle de la branche législative
- Carboneutralité:
 - 30+ gouvernements: É.-U., U.E., Japon, Corée du Sud, Canada (2050), Chine (2060)
 - 823 villes et 101 régions (2050)
- Diplomatie climatique relancée (COP 26 de Glasgow)
- Les contributions du Plan climat renforcé (Gouv. fédéral) et du Plan climat 2020-2030 (Ville de Montréal) aux objectifs du PEV

Momentum <u>économique et financier</u> favorable:

- Big Oil to Big Energy et 1541 entreprises vers la carboneutralité (Race Zero Coalition, EP100 Initiative)
- Verdissement du système financier mondial (TCFD, engagements du Net-Zero Asset Owner Alliance, 1 000 milliards \$ d'obligations vertes, 40 000 milliards \$ d'actifs ESG, obligations des États pondérées selon le risque climat, 14 000 milliards \$ d'actifs fossiles en jeu, etc.)
- Accélération de l'innovation verte (Chine #1 pour les brevets en énergies et innovations vertes)
- Transport électrique, la norme d'ici 2030

Plans de relance post-COVID, occasion historique d'infléchir les trajectoires d'émissions à long terme

• Bien que pour l'instant, à l'exception de l'U.E et de la Corée du Sud, les plans manquent encore de vert...) (CAT)

Une population et des organisations de la société civile de plus en plus mobilisées

Une dissonance entre les engagements et les actions.

Scénario NZE2050 (AIE): carboneutralité réalisable si accompagnée par:

- Des changements immédiats dans les décisions d'investissements privées et publiques
- Des politiques publiques ambitieuses, par les normes de portefeuille d'énergies renouvelables, par les objectifs de réduction des émissions, par les objectifs de réduction des combustibles fossiles et par les plafonds d'émissions.

Pas de transformations structurelles avec la pandémie (des tendances contradictoires)

Le Plan climat 2020-2030 de la Ville de Montréal

- **Cible GES : -55% d'ici 2030** (+ carboneutralité d'ici 2050)
 - Réduire de 50 % les émissions de GES provenant du transport , routier
 - Transformer 100 % du parc immobilier municipal en parc zéro carbone opérationnel
 - Réduction de 25 % de la part de l'auto solo
 - 50% du parc automobile électrifiés
 - Éliminer l'utilisation du mazout dans les bâtiments et privilégier des sources d'énergie renouvelable
 - 10% d'aires protégées
 - 10 à 15% des budgets d'immobilisation à des infrastructures naturelles et innovantes
- 46 mesures, 5 chantiers d'intervention
- Actions de mobilisation des entreprises et des citoyens pour l'adoption de pratiques écoresponsables
- Système de cotation et de divulgation de la consommation énergétique et des émissions de GES des grands bâtiments

Défi: ne pas réléguer son plan climat sur les tablettes et obtenir les appuis des paliers supérieurs

- Charte des écoquartiers
- Imposition d'un test climat aux décisions de la Ville
- Adoption d'un **budget carbone**
- Plantation de **500 000 arbres**
- Centre-ville zéro émission



Le Plan climatique renforcé du Gouvernement fédéral

- 64 nouvelles mesures : 15,2 G\$ ajoutés aux 60 G\$ du cadre pancanadien, en plus des 6 G\$ réservés à la Banque d'infrastructure du Canada
- Cible 2030 rehaussée: passera à des réductions de l'ordre de 32 à 40 % sous 2005 (+ carboneutralité d'ici 2050)
- Tarification carbone passera de 50\$/t. en 2022 à 170 \$/t. en 2030
- Renforcement de la règlementation sur les émissions des véhicules légers et des véhicules lourds
- Codes du bâtiment nets zéro, rénovations énergétiques des maisons
- Renforcement de la réglementation sur le méthane dans le secteur pétrolier et gazier
- Prolongation pour 2 ans du programme d'incitatif à l'achat des véhicules zéro émission

<u>Défi:</u> passer rapidement des promesses aux lois et règlements

- **Défi carboneutre** aux grands émetteurs industriels
- Fonds d'accélération pour l'adoption de technologies propres
- Financement des solutions basées sur la nature
- Première stratégie d'adaptation
- Plantation de 2 milliards d'arbres



Le Plan climat Biden (États-Unis)

- 2 000 milliards USD sur 4 ans, 8 secteurs prioritaires
- **Cible: carboneutralité d'ici 2050** (une nouvelle cible rehaussée en ce moment située à 26-28% d'ici 2025 sous 2005 devrait en découler pour s'arrimer à la cible long terme)
- Complémentarité avec les États et les villes
- Obligation pour les sociétés cotées en bourse de divulguer les informations relatives à leurs émissions, ainsi que les risques qu'elles encourent à l'égard des changements climatiques
- Grande importance donnée au développement de l'hydrogène vert pour décarboniser la production énergétique
- Le Sénat aux démocrates, mais un paysage politique fracturé (Joe Manchin, faction démocrate progressiste, etc.)
- Des impacts pour le Canada et le Québec:
 - Renforcement des normes d'émissions et de consommation pour les véhicules à combustion interne
 - Investissements massifs américains en énergies renouvelables, technologies propres et infrastructures vertes, des occasions d'affaires pour nos entrepreneurs

<u>Défi: livrer des politiques tangibles d'ici les 2 prochaines années</u>

Secteurs d'investissements et cibles chiffrées du plan vert proposé par Joe Biden*

1. Infrastructures

- Créer des millions d'emplois pour la réfection des infrastructures étatsuniennes, dans un esprit de croissance durable.

5. Bâtiments

- Moderniser 4 millions de bâtiments et isoler 2 millions de maisons en 4 ans, créant ainsi au moins 1 million d'emplois.

2. Industrie automobile

- Créer 1 million d'emplois dans le secteur automobile, en misant notamment sur l'industrie des véhicules électriques.

6. Logement

- Construire plus de 1,5 million de maisons et de logements durables.

3. Transport en commun

- Permettre à plus de 100 000 citoyen.nes d'accéder à du transport actif et en commun de qualité.

7. Innovation

 Réduire les coûts des technologies propres
 (p. ex. : technologies à émissions négatives, matériaux de construction durables, hydrogène renouvelable).

4. Secteur énergétique

- Mettre un terme aux émissions de CO₂ du secteur de l'électricité d'ici 2035.

8. Agriculture et conservation

- Créer plusieurs emplois, dont 250 000 pour restaurer des mines et boucher des puits de pétrole et de gaz naturel abandonnés.

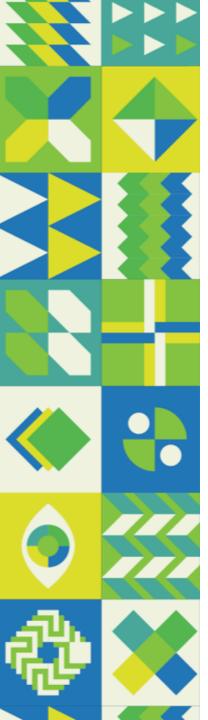


Le Plan cible en matière de climat à l'horizon 2030 et le Pacte vert pour l'Europe 2050 (U.E)

- Cible : au moins 55% d'ici 2030 et carboneutralité du continent en 2050
- Budget: 1 000 milliards d'euros d'ici 2030 (E.U, États membres, BEI, finance verte, marché du carbone, secteur privé)
- Mécanisme de transition juste: près de 150 milliards d'euros d'ici 2030 pour soutenir les régions, les industries et les travailleurs pour transiter vers une économie sobre en carbone
- Renforcement du marché du carbone
- Chantier de rénovation écoénergétique des bâtiments
- Rehaussement des cibles 2030 d'efficacité énergétique et de production d'énergies renouvelables
- Renforcement des normes d'émissions des véhicules légers pour 2030 et au-delà

 Des plans climats nationaux des États membres pour compléter le plan européen (Allemagne, France, etc.)





Conclusion

- S'assurer du déploiement des plans climat des gouvernements de partout dans le monde exigera cette année autant d'efforts, sinon plus, que ceux déployés à les élaborer.
- Il faudra déployer des efforts importants en 2021 et au cours des années qui viennent pour s'assurer que les engagements de la métropole et des gouvernements provinciaux et fédéral se déploient rapidement, au-delà des pages Web sur lesquels ils tiennent pour l'instant.
- Ceci dépend, en bonne partie, de la capacité des organisations de la société civile, des entreprises et de la population à encourager concrètement le gouvernement à déployer son plan et à respecter ses engagements.
- Le Forum de l'action climatique tombe à point: toutes les régions du Québec ont un rôle crucial à jouer pour implanter leurs solutions.

